

Un millier d'enfants dorment dans la rue

Les collectifs de lutte contre le sans-abrisme et l'Unicef dénoncent « une situation indigne »

LYON - correspondant

Réveiller la campagne de la présidentielle. Remettre l'essentiel dans le débat. Plusieurs associations engagées dans la solidarité ont organisé un rassemblement, jeudi 10 février à Lyon, pour dénoncer la situation des enfants sans-abri, avec l'espoir de sensibiliser les décideurs politiques. A cette occasion, la Fondation Abbé Pierre et la Fédération des acteurs de la solidarité, ont estimé à plus d'un millier le nombre d'enfants passant la nuit dans la rue, en 2022 en France. Les enfants sans-abri sont pour beaucoup issus de familles monoparentales, souvent migrantes, exclues du logement ou des dispositifs d'hébergement d'urgence. « Nous ne pouvons pas nous résigner. Les politiques nous disent que le logement est une question très technique. Nous leur disons qu'il est temps de se réveiller », interpelle Manuel Domergue, porte-parole de la fondation Abbé Pierre.

« Le niveau d'hébergement d'urgence est inédit, avec 200 000 places actuellement disponibles, c'est très bien. Mais nous avons comptabilisé, au 31 janvier, 3350 personnes qui ont essuyé un refus après un

appel au 115, et parmi elles la moitié de familles, ce qui représente précisément 890 enfants sans toit. Avec d'autres indicateurs, nous dépassons le millier d'enfants concernés. Nous comptons aussi 6 000 mineurs dans des bidonvilles. Nous avons toujours un problème avec la pauvreté en France », souligne Alexis Goursolas, porte-parole de la Fédération des acteurs de la solidarité, regroupant 39 collectifs de lutte contre le sans-abrisme.

Pour Béatrice Lefrançois, secrétaire générale d'Unicef France, présente au rassemblement lyonnais : « C'est indigne de la France, septième puissance mondiale et signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant. Sans domicile, les enfants n'ont pas accès à l'éducation, à la santé, tout simplement à la dignité. »

Les associations réclament un accès plus simple au logement social pour abriter les enfants, la relance de constructions de logements abordables, et le maintien des places d'urgence, ainsi qu'un meilleur accompagnement des enfants, par exemple en évitant des placements à l'hôtel ou des affectations scolaires lointaines.

Symboliquement, les associations ont choisi de lancer leur

appel devant l'école primaire Gilbert-Dru, dans le 7^e arrondissement de Lyon. Cette école avait été occupée cinq semaines à l'automne par les parents d'élèves, pour abriter plusieurs enfants sans toit. Deux enfants et leurs parents ont été hébergés de la même manière, le 7 février. Il s'agit de la cent unième occupation d'établissement scolaire, ce qui a permis de mettre 450 enfants à l'abri dans la région lyonnaise, depuis 2014.

L'école, « un lieu de protection »

A chaque fois, le même scénario. La communauté scolaire détecte une famille en difficulté. « Parfois un élève dit qu'il a faim, ou il s'endort au fond de la classe. Parfois, on trouve son cartable complètement trempé, ou il arrive dans la cour avec toutes ses affaires. J'ai aussi vu une maman s'effondrer en larmes dans les bras d'une autre », rapporte Allan Maria, directeur de l'école. Dès lors, parents et enseignants se mobilisent, aidés par l'association Jamais sans toit, pionnière de l'aide aux enfants sans-abri.

Face à l'assistance de parents et de militants solidaires, Etleva, 42 ans, raconte comment elle a failli sombrer dans la rue, avec ses

deux enfants âgés de 5 ans et 9 ans. Venue seule d'Albanie en 2015, la mère de famille n'a pas bénéficié d'hébergement d'urgence, ni d'asile. « Je ne rentrais pas dans les critères. J'étais sans espoir, perdue, je n'avais jamais imaginé me retrouver dans une telle situation », raconte-t-elle, en lisant une feuille qui tremble autant que sa voix. Etleva raconte les nuits dans les halls d'immeuble, dans les escaliers. Elle avait eu l'idée de prendre le bus pour que ses enfants dorment un peu au chaud. Lorsque les enfants ont été affectés dans l'école Gilbert-Dru, les parents ont compris que la famille était sans toit. « Dans ce monde, il y a encore de l'humanité. Des gens que je ne connaissais pas ont ouvert leurs cœurs », témoigne Etleva, qui a trouvé logement et emploi.

« L'école, c'est un point d'ancrage. C'est un lieu de protection, qui préserve les enfants de la violence de la société. Les mots sur son fronton veulent dire quelque chose. Ce n'est pas le musée des valeurs de la République. Nous continuerons à occuper les écoles si l'urgence l'impose », prévient Anne-Sophie Huchard, de l'infatigable association Jamais sans toit. ■

RICHARD SCHITTLY